



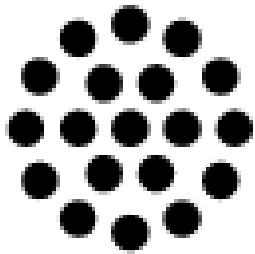
OSPO

OPEN SCHOLARSHIP POLICY OBSERVATORY



La science ouverte et l'initiative de l'UNESCO

by Caroline Winter | 20 July 2021 | Community News, French, Observations and Responses | 0 comments



International Science Council

Déclaration par la délégation de l'International Science Council à la réunion du Comité spécial de l'UNESCO sur la science ouverte, du 6 au 12 mai 2021

Cette déclaration a été publiée par [l'International Science Council](#) le 1 juillet 2021.

[Read this in English](#)

La recherche scientifique a longtemps été une entreprise auto-organisée. Les gouvernements, les bailleurs de fonds et les universités peuvent tous, de temps à autre, avoir prescrit des priorités pour l'enquête scientifique, mais les scientifiques eux-mêmes ont largement déterminé la manière dont les enquêtes devraient être menées. Dans le processus, ils ont créé et géré leurs propres organisations : sociétés savantes, académies et centres dans le cadre généralement flexible de leurs universités. Les principes d'auto-organisation ont été maintenus alors même que les gouvernements ont de plus en plus reconnu la valeur de la science dans la promotion des programmes nationaux. Des prémisses implicites communes, et parfois explicites, ont été que si les gouvernements peuvent articuler leurs priorités et fixer des budgets de recherche, les décisions sur la façon dont les ressources sont dépensées et comment la recherche est organisée sont mieux laissées aux chercheurs, et que donner aux scientifiques la liberté de suivre leur inspiration est le meilleur moyen de maximiser le retour sur investissement de la société dans la recherche. Ainsi, l'organisation sociale de l'effort scientifique face à des problèmes interdisciplinaires de plus en plus complexes ou à des priorités stratégiques de recherche a été largement laissée aux chercheurs. Cette auto-organisation s'est développée d'une

manière qui maintient une tension créative entre, d'une part, la compétition pour l'estime et le financement, et d'autre part, la coopération pour parvenir à une compréhension plus profonde et plus largement applicable. C'est un équilibre de moteurs qui a bien servi l'entreprise, que ce soit au niveau des individus, des systèmes scientifiques nationaux ou des collaborations scientifiques internationales, tout en servant également les intérêts de multiples parties prenantes.

La révolution numérique en cours des dernières décennies a créé une nouvelle base permettant aux scientifiques d'accéder, de manipuler et de communiquer des données, des métadonnées, des informations et des connaissances préliminaires, et d'émettre des hypothèses, de débattre, de reproduire, de valider et de réfuter. Il a grandement facilité la recherche en réseau à l'échelle mondiale, le partage efficace des données et l'accès immédiat aux archives de la science, y compris par des techniques automatiques de découverte des connaissances, en principe par tous, améliorant ainsi le rythme et les dimensions de la création de connaissances. Bien que la science ouverte ne soit pas nouvelle, elle découle de la publication des premières revues scientifiques à la fin du XVII^e siècle, de nouvelles opportunités numériques profondes ont inspiré les communautés scientifiques à progressivement mûrir et cristalliser l'essentiel d'un nouveau mouvement de science ouverte. Il élargit les horizons scientifiques et sociaux dans la poursuite du savoir, sa diffusion et son utilisation. Les valeurs historiques d'auto-organisation scientifique, les principes de liberté et de responsabilité, d'accessibilité et de partage universels, d'inclusivité et d'équité, ainsi que les responsabilités en matière d'éducation et de développement des capacités, telles que reflétées dans les statuts du Conseil international des sciences (ISC) et dans sa vision de « la science comme bien public mondial »¹. Les réseaux sociaux élargis de cette nouvelle ouverture sont illustrés par les tendances à l'augmentation des articles scientifiques d'auteurs multinationaux, la croissance de la collaboration transdisciplinaire et de la science citoyenne.

La mise en forme de ce nouveau paradigme a été largement réalisée grâce au travail des académies nationales, des unions et associations scientifiques internationales et des organismes connexes qui sont représentés parmi les membres de l'ISC, et reflété dans sa déclaration sur la science ouverte.² Les bailleurs de fonds nationaux et régionaux de la science ont de plus en plus soutenu l'impératif de la science ouverte en investissant dans des infrastructures de soutien et en promouvant la publication en libre accès comme condition de financement.

Aujourd'hui, l'UNESCO a pris position. Il cherche à formaliser ces tendances au niveau international en soumettant une recommandation sur la science ouverte à ses 193 États membres pour leur approbation.³ Il s'est engagé avec la communauté scientifique au cours de l'année dernière pour générer une longue liste de projets de recommandations pour un accès ouvert aux archives publiées de la science, des données ouvertes, des ressources éducatives ouvertes, des logiciels et codes open source, du matériel et des infrastructures ouverts, et des engagements avec la société. Le premier contact du projet avec la réalité politique, sous la forme de représentants nationaux, a eu lieu début mai 2021. Les représentants étaient presque unanimement favorables, et ont même ajouté du « mordant » sur certaines questions cruciales. Par exemple, il y a une prise de conscience croissante de la tendance de certains grands éditeurs commerciaux à évoluer vers des « plateformes de science/connaissance » à large assise, capables de monopoliser de plus en plus non seulement l'accès aux connaissances scientifiques mais aussi aux données sur la science et les scientifiques, leur évaluation, scientométrie, gestion, réseautage, priorités et financement, avec peu de responsabilité envers la communauté scientifique ou ses organisations.⁴ En effet, le secteur public commercial a été plus qu'efficace pour monétiser la production universitaire, créant un oligopole de contrôle, et apprend à prendre le contrôle d'aspects supplémentaires du cycle de vie de la recherche, désormais particulièrement axé sur l'interaction entre la publication, les référentiels de données, et l'accès aux données. La prise de conscience de ces tendances s'est reflétée dans une insertion critique dans le texte par les États membres de l'UNESCO : « Le suivi de la science ouverte doit être explicitement placé sous le contrôle du public, y compris de la communauté scientifique, et, dans la mesure du possible, soutenu par des infrastructures ouvertes non

propriétaires et transparentes. Cet aspect de surveillance pourrait inclure, mais ne devrait pas être délégué au secteur privé. »

La recommandation de l'UNESCO et les interventions en cascade potentielles des États membres pourraient évoluer selon deux voies divergentes. Ils pourraient renforcer le soutien gouvernemental à la communauté scientifique et à l'écosystème de parties prenantes dont elle fait partie, alors qu'ils développent de nouvelles politiques, infrastructures et stratégies de collaboration qui servent le paradigme de la science ouverte tel qu'il a progressivement évolué au cours des deux dernières décennies. Alternativement, les États membres pourraient ignorer la tradition selon laquelle la communauté scientifique s'auto-organise pour atteindre ses objectifs, et en viennent à préciser, voire à réglementer, comment elle doit être organisée. Nous sommes fortement en faveur de la première et préoccupés par le potentiel de la seconde, qui pourrait créer un mode de science ouverte qui ouvre la porte : « pour capturer la valeur de la recherche financée par des plateformes commerciales, encore plus de « métriques » de la productivité pour « inciter » les chercheurs à travailler plus dur et à se concentrer sur les progrès de la science à l'échelle du système, en ignorant les coûts et les avantages pour les individus, qu'ils soient scientifiques ou non ». ⁵ Néanmoins, nous nous félicitons le plus vivement du projet de recommandation de l'UNESCO, en précisant que la prise de conscience du danger est la première étape pour l'éviter.

Délégation de l'ISC à la réunion du Comité spécial de l'UNESCO sur la science ouverte, du 6 au 12 mai 2021 :

- Geoffrey Boulton, membre du conseil d'administration, International Science Council (ISC)
- Christophe Cudennec, Union Internationale de Géodésie et de Géophysique (IUGG)
- David Castle, Système mondial de données (WDS)
- Nada Chaya, Conseil arabe des sciences sociales (ACSS)
- Nilay Dogulu, UGGI
- Janet Halliwell, au nom des membres adhérents du Canada, Conseil national de recherches du Canada (CNRC) et Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)
- Frédéric Hélein, Conseil International des Mathématiques Industrielles et Appliquées (ICIAM)
- Pam Maras, Union internationale des sciences psychologiques (IUPsyS)
- Michaela Rossini, Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA)
- Juan Armando Sanchez, Académie colombienne des sciences physiques et naturelles exactes
- Megha Sud, Chargée de mission scientifique, ISC
- Jens Vigen, Union Internationale de Physique Pure et Appliquée (IUPAP)

1 <https://council.science/actionplan/isc-vision-and-mission/>

2 <https://council.science/actionplan/open-science/>

3 <https://en.unesco.org/science-sustainable-future/open-science/recommendation>

4 <https://infrastructure.sparcopen.org/landscape-analysis> et de <https://council.science/wp-content/uploads/2020/06/2020-02-19-Opening-the-record-of-science.pdf>

5 <https://spontaneousgenerations.library.utoronto.ca/index.php/SpontaneousGenerations/article/view/19664>



Archives

Categories

Community News

English

French

Observations

Observations and Responses

Policies

Responses

Uncategorized

Tags

Berlin Declaration / Déclaration de Berlin

Bethesda Statement / Déclaration de Bethesda

bibliodiversity / bibliodiversité

Budapest Statement / Déclaration de Budapest

Canada

Canadiana.org

Canadian government/le gouvernement du Canada

CAPOS

CARL / ABRC

collaboration

Compute Canada / calcul Canada

copyright / droits d'auteurs

CRKN / RCDR

data management / gestion des données

digital scholarship / version numérique

en français / French

english

English / en anglais

Federation for the HSS / Fédération des sciences humaines

funding agencies / organismes de financement

identity management / gestion de l'identité

implementation / mise en oeuvre

INKE

international policy / politique internationale

Naylor Report / le rapport Naylor

open access / libre accès

open data / données ouvertes

open education / éducation ouverte

open government / gouvernement ouvert



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/).

